

LAURENT FABIUS L'A CONFIRMÉ HIER

François Hollande prochainement à Alger

Le président français, François Hollande, effectuera «très prochainement une visite en Algérie». C'est son ministre des Affaires étrangères, M. Laurent Fabius qui l'a annoncé hier à l'occasion d'une conférence de presse animée avec son homologue algérien Ramtane Lamamra à l'hôtel Aurassi. Pour le diplomate français, «François Hollande est en manque de l'Algérie». «A l'invitation de nos amis algériens, le président français envisage de venir prochainement car l'Algérie lui manque», a-t-il déclaré.

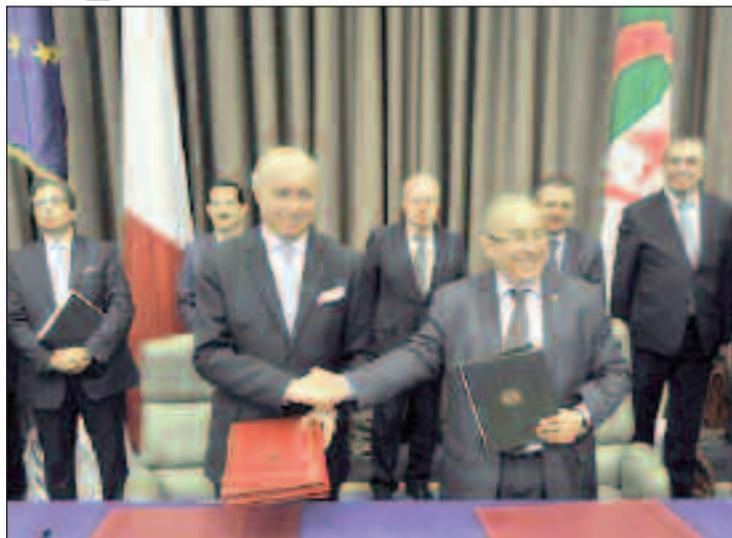
Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le ministre des Affaires étrangères français, dont c'est la 6^e visite en Algérie en tant que chef de la diplomatie française, n'a pas précisé la date, même si les milieux médiatiques ont avancé celle du 15 juin prochain.

Pour rappel, en décembre 2012, François Hollande avait effectué une visite d'Etat en Algérie, accompagné d'une délégation de plus de 200 personnes, dont des hommes d'affaires.

Cela étant, le ministre français des Affaires étrangères a saisi cette opportunité pour rappeler, selon lui, «l'importance des relations algéro-françaises» et c'est dans ce cadre qu'il a annoncé la venue «prochaine» de François Hollande en Algérie, sans pour autant en préciser la date.

La conférence de presse animée par Ramtane Lamamra avait été précédée par la signature de quatre accords de partenariat économique relevant de secteurs industriels et de la formation.

Ces accords ont été signés en marge de la réunion d'évaluation d'étape du Comité mixte économique algéro-français (Comefa), co-présidé par le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, et le ministre français des Affaires étrangères et du Développement international, Laurent Fabius, en présence du ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesslem Bouchouareb, et celui des Transports, Amar Ghoul. Le premier accord concerne un pacte d'actionnaires pour la création d'une société mixte de production de gaz industriel.



Cérémonie de signature des accords algéro-français.

Cette joint-venture est constituée du groupe industriel public national des industries métallurgiques, IMetal, et le français Air Liquide, conformément à la règle 51/49% du capital régissant l'investissement étranger en Algérie.

Le deuxième accord signé porte sur la création d'une société mixte entre l'Entreprise Métro d'Alger (EMA) et le groupe français Systra, qui sera chargée de l'engineering

des transports urbains en Algérie. Le troisième accord concerne une prise de participation par la société française Otech dans le capital social de l'entreprise publique Irragris (filiale du groupe IMetal) spécialisée dans la fabrication de systèmes d'irrigations multiformes.

Quant au quatrième document, il s'agit d'une convention de partenariat signée entre le ministère de l'Industrie et des Mines et l'école

française Knowledge management (Skema) pour la création d'une école supérieure de management en Algérie.

Par ailleurs, MM. Lamamra et Fabius ont signé deux accords relatifs aux statuts du Centre culturel algérien et de l'Ecole internationale algérienne à Paris.

Lors de cette même conférence de presse, les deux ministres ont été interrogés sur les situations qui prévalent tant au Mali qu'en Libye. A ce titre, les deux conférenciers ont appelé, concernant le Mali, à la signature de l'accord de paix entre le gouvernement malien et les rebelles du nord, prévue vendredi prochain à Bamako.

«Nous appelons de la façon la plus claire à la signature de l'accord dans l'intérêt de la paix au Mali et dans la région», a déclaré le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, alors que son collègue Ramtane Lamamra, sur un ton rassurant, dira que «nous sommes confiants que ce processus sera un succès, et ne me demandez pas d'entrer dans les détails». Les deux ministres ont également appelé à une solution «politique à la crise libyenne».

A. B.

TRAMWAY

Cital Annaba opérationnelle

Hier, après une année de retard par rapport au délai initialement fixé pour la matérialisation du projet, l'unité de montage et de maintenance des tramways de Annaba-Allelick, à 5 km de la commune du chef-lieu de wilaya a été inaugurée.

Des deux rives de la Méditerranée, Algériens et Français ont voulu faire de cet événement, un exemple de coopération et de partenariat. C'est ce qu'ont mis respectivement en relief dans leur discours, les ministres des Affaires étrangères des deux pays, Ramtane Lamamra et Laurent Fabius.

«Partenariat gagnant-gagnant» a affirmé le chef de la diplomatie française. Il a ajouté : «Les activités de Cital permettront la création de centaines de postes de travail dans nos deux pays. Ce qui fera de Annaba un pôle de développement ferroviaire considérable».

Sur sa lancée, le ministre français devait annoncer d'autres perspectives de coopération comme celle qui permettra à la France et à l'Algérie de partir côte à côte à la conquête du marché africain dans le domaine ferroviaire, notamment le tramway. Laurent Fabius, répondait ainsi à son homologue algérien qui l'avait précédé quelques minutes auparavant.

Ramtane Lamamra s'était en effet réjoui de l'avancement de la coopération entre les deux pays. «Cital créée pour le montage et la maintenance des tramways est un bel exemple de partenariat réussi entre nos deux pays. J'ai la certitude que cette réalisation fera de Annaba, un grand pôle de développement de l'industrie ferroviaire algérienne», avait-il déclaré.

Bien avant, le président de la Compagnie Industrielle des Tramways d'Algérie (Cital) Giles Esprit et le président Alstom Transport et vice-président du groupe du même nom, Henri Poupert-Lafarge, s'étaient attardés à présenter leur «nouveau-né» qu'ils ont qualifié de belle réussite du partenariat algéro-français.

Côté algérien, l'on s'est contenté des personnalités politiques avec le passage au micro des ministres Ramtane Lamamra, celui de l'industrie et des mines, Abdesslem Bouchouareb et celui des transports, Amar Ghoul.

Tous les trois n'avaient pas manqué de souligner ce nouvel acquis pour l'Algérie. Et si les deux premiers s'étaient limités à des déclarations de politique de coopération générale, il en a été autrement pour Amar Ghoul.

En effet, ce dernier a révélé que l'Algérie a lancé la réalisation en voies ferrées doublées et électrifiées pour le transport des voyageurs et de marchandises sur 12 700 km. Il devait ajouter que son secteur est appelé à développer les infrastructures et réseaux électrifiés, trains régionaux (autorails) et le tramway dans 22 wilayas. Dans le grand hangar ayant abrité la cérémonie d'inauguration à laquelle ont également participé des cadres et représentants de différentes entreprises publiques et privées nationales et françaises, les organisateurs avaient exposé tout ce qui avait trait au montage des tramways. Et s'il est dit que l'intégration algérienne devrait atteindre 30% en 2018, rien

en termes de documentation ou en matériel exposé ne l'indiquait.

L'unité Cital Annaba, société par actions impliquant au capital social à hauteur de 46% l'entreprise Ferroviaria, à 5% celle du Métro d'Alger et 49% pour le partenaire français Alstom, produira mensuellement 5 rames de tramways/mois de type Citadis 302 et 402.

Les 213 rames sont prévues pour être assemblées localement à hauteur de 50% par Cital Allelick Annaba. Cette quantité répond aux besoins du programme national du système de transport par tramways dans notre pays.

Rappelons que l'accord de partenariat entre les entreprises publiques économiques algé-

riennes Ferroviaria et Métro d'Alger d'un côté et le français Alstom de l'autre, avait été signé le 14 novembre 2010, pour le démarrage de l'activité maintenance Tramway Alger en 2011. C'est au courant de cette même année qu'a été créée l'unité d'assemblage et de maintenance de Annaba implantée sur 5,2 ha dans l'enceinte-même de Ferroviaria.

Le premier semestre 2014, avec un effectif de 400 salariés entre cadres et agents formés en Europe et en Algérie, Cital a procédé à l'assemblage de la première rame destinée pour le Tramway de Constantine.

A. Bouacha

POUR ABDELAZIZ RAHABI :

«Ily a une crise de concept dans le discours politique»

Pour Abdelaziz Rahabi, il y a une crise de concept dans le discours politique dans le pays. Un discours qui ne fait que se sourcer dans la réflexion journalistique, l'aspect académique étant négligé.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Car, argumentait l'ancien ministre de la Communication, qui animait, hier, l'ultime conférence thématique de l'opposition consacrée à «la transition démocratique et la réalité des libertés» dans le pays, le concept à lui seul suffit pour «deviner les objectifs des porteurs de ce projet de transition démocratique». S'agit-il d'une rupture avec l'ancien régime surtout que bien d'expériences ont échoué du fait que les peuples ont éprouvé bien des nostalgies à l'égard de leurs anciens dirigeants ?, s'interrogera-t-il fort-à-propos. Ceci au moment où, fera-t-il remarquer, des modèles de transition démocratique ont été émaillés de violences. Pour l'ancien diplomate qui a eu à vivre de l'intérieur certaines de ces expériences pour avoir été ambassa-

deur, entre autres en Espagne et en Amérique latine, «rares ont été les expériences de transition démocratique qui ont été menées sereinement et pacifiquement». Des cas rares comme ceux de l'Espagne où la mort de l'ex-dictateur Franco a ouvert la voie à une transition démocratique menée en seulement six mois.

Et de démentir le postulat selon lequel la décadence économique avec ses corollaires : mal-vivre, cherté de la vie, inflation, chômage, et tutti quanti, est le «catalyseur des transitions démocratiques». «La transition démocratique est compatible avec la prospérité économique» pour peu que «la conscience politique élevée chez le citoyen soit de mise», citant l'exemple sud-coréen. Bien au contraire, «la sortie du sous-développement ne peut se conce-



Abdelaziz Rahabi.

voir sous l'ère d'une dictature militaire» Pour Rahabi, la cadence de la transition démocratique dans le pays est molle, lui pour qui les jeunes, potentiels acteurs de cette option politique, «n'y croient pas» encore ou pas suffisamment. D'où, selon lui, l'impératif pour l'opposition dont il fait partie, de se doter «d'une documentation

politique, une sorte de littérature politique. C'est, poursuivra-t-il, l'objectif assigné au conclave de l'opposition du 6 juin prochain.

A noter que cette rencontre, la cinquième et la dernière d'un cycle retenu par la CLTD, s'est déroulée au siège national du mouvement Nahda auquel a été dévolue son organisation. Ceci faute d'une autorisation des services de la Wilaya d'Alger, un refus qui s'ajoute aux deux précédents qui ont été signifiés au FJD de Abdallah Djaballah et Jil Jadid de Soufiane Djillali. Seules les conférences organisées par le MSP et le RCD ont été tenues respectivement au Centre culturel Azzeddine-Medjoubi et au Cercle des anciens Moudjahidines, les demandes y afférentes déposées par les deux partis ayant reçu l'avis favorable des mêmes services administratifs. Un deux poids deux mesures que plus d'un n'arrive pas à expliquer.

M. K.